

Protection des données – Le RGPD

Organisme de Formation – Formation & Accompagnement VAE – Bilan de compétences et prestations diverses

SASU « Eden France Consulting »

Adresse siège social : 1 bis rue des carrières 94 120 Fontenay sous-bois

Adresse des locaux : HQ Val de Fontenay – 201, rue Carnot – Péri gare A – Bâtiment A – 94120 Fontenay sous-bois

SIREN : 822 698 718

N° TVA intracommunautaire FR36822698718

Email : contact@edenfranceconsulting.com

☎ 09 86 65 71 02

Article 1.

Nature des données collectées

- Identité et coordonnées (nom, prénom, adresse, e-mail, téléphone).
- Informations professionnelles (poste, entreprise, situation professionnelle).
- Données nécessaires au suivi de la formation et aux prestations diverses (émargements, évaluations, résultats, attestations).
- Données de facturation et de paiement.
- Échanges éventuels avec les financeurs (OPCO, CPF, France Travail et autres).

Article 2.

Finalités du traitement

- Gérer les inscriptions et le suivi administratif des actions de formation et des prestations diverses.
- Assurer la gestion pédagogique : convocations, supports, attestations, évaluations, émargements.
- Garantir la facturation, les échéances des paiements avec un contrôle de cohérence en comptabilité.
- Respecter les obligations légales spécifiques aux organismes de formation.
- Répondre aux exigences QUALIOPF et aux demandes des financeurs.

Article 3.

Base légale du traitement

- L'exécution d'un contrat (convention de formation, contrat de prestation, devis accepté).
- Le respect d'obligations légales relatives à la formation professionnelle et aux diverses prestations relevant de l'activité de la SASU « **Eden France Consulting** ».
- L'intérêt légitime de la SASU « **Eden France Consulting** » pour assurer la qualité du service.
- Le consentement du client/ou apprenant lorsque cela est requis.

Article 4.

Durée de conservation

- Pièces justificatives liées aux formations : jusqu'à 10 ans.
- Documents comptables : 10 ans.
- Données pédagogiques : durée requise pour les contrôles administratifs et financiers.

Article 5.

Partage des données

- Les formateurs intervenant sur la formation.
- Les financeurs de la formation et autres prestataires (OPCO, France Travail, CPF, entreprises).
- Les administrations en cas de contrôle (DREETS, organismes certificateurs).
- Aucune donnée n'est vendue ou transmise à des tiers non autorisés.

Article 6.

Droits des personnes concernées

- Droit d'accès, de rectification et de mise à jour des données.
- Droit à l'effacement des données lorsque cela est applicable.
- Droit à la limitation ou à l'opposition au traitement.
- Droit à la portabilité des données.
- Droit de retirer son consentement à tout moment.

Article 7.

Sécurité des données

- Mesures techniques et organisationnelles pour garantir la confidentialité.
- Mesures garantissant l'intégrité, la disponibilité et la protection des données.
- Engagement à sécuriser l'ensemble des traitements réalisés.